

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/1/CHE/1

4 mai 1995

(95-1149)

---

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: français

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 32.6 DE L'ACCORD

### SUISSE

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 28 février 1995.

Notification relative à l'article 25.12 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires indiquant quelles sont les autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes et quelles sont les procédures internes régissant la conduite des enquêtes

L'Office fédéral des affaires économiques extérieures, 3003 Berne, est compétent pour ouvrir et mener les enquêtes visées à l'article 11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

La Suisse est partie à l'Accord du Tokyo Round relatif à la mise en oeuvre des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947. Le Parlement suisse a adopté cet accord en décembre 1979. La Suisse ne dispose pas d'une législation particulière relative aux mesures compensatoires. En droit suisse, l'Accord du Tokyo Round a force obligatoire; il a été publié dans le Recueil systématique du droit fédéral (RS 0.632.231.1). A ce jour, la Suisse n'a pris aucune décision en matière de droits compensateurs. Les autorités chargées d'ouvrir et de conduire une enquête en matière de mesures compensatoires devraient, le cas échéant, respecter les dispositions de l'Accord du Tokyo Round relatif à la mise en oeuvre des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947.